



Sous couvert de la section syndicale de l'établissement,

Cher-e-s collègues,

Nous, enseignant-e-s en langues vivantes, histoire-géographie et mathématiques, sommes confrontés directement à la mise en place chaotique des E3C :

- retard dans l'ouverture de la banque nationale de sujet, ce qui ne laisse que quelques semaines pour préparer les élèves convenablement (la qualité des sujets zéro ne permet pas de le faire) et choisir des sujets en toute connaissance de cause, dans une période très chargée

- sujets de la banque nationale qui ne correspondent ni aux sujets zéro ni aux progressions pédagogiques envisagées par les équipes et préconisées par l'inspection. Les inspecteurs pédagogiques en sont réduits à transgresser la règle officielle et à recommander la modification de sujets,

- flou sur la répartition des copies : si les copies sont anonymes, rien ne garantit en revanche l'anonymat des correcteurs quand les corrections sont organisées en interne ;

- conditions de correction problématiques : grilles d'évaluation complexes et qui ne font pas sens, problèmes matériels et techniques posés par la correction dématérialisée (connexion, débit, taille d'écran, possibilité de téléchargement...), absence de temps spécifique de concertation et de correction ;

- indemnité de correction indigne : 50 € par classe (quel que soit le nombre d'élèves) selon les annonces ministérielles.

Cette impréparation et le renvoi au local de l'organisation génèrent du stress et une surcharge de travail conséquente. Nous constatons également que les élèves sont soumis à une pression en continu du fait de ces nouvelles modalités d'examen et ne sont donc pas en situation favorables pour les apprentissages.

C'est pourquoi nous refusons de choisir des sujets et de participer d'une quelconque façon à l'organisation de ces épreuves.

Nous vous appelons à nous soutenir et à rejoindre nos actions :

- en refusant de participer à l'organisation de ces épreuves (établissement des convocations, planning de surveillance...)
- en participant avec nous à la grève des surveillances
- en vous associant à la lettre envoyée au recteur pour dénoncer la mise en place des E3C

Nous avons besoin de vous pour obtenir la suppression de la première session des E3C et sa transformation en épreuves terminales nationales en fin d'année. Cette solution est un premier pas dans la remise en cause globale et vers l'abrogation de la réforme du bac et du lycée.